

Culture

Festival du film francophone

Le FFFH devrait survivre, mais sous quel titre?

Edna Epelbaum, de Cinevital, Virginie Borel du Forum du bilinguisme et Laurent Sandoz de Eclipse Eventtechnik font tout leur possible pour qu'il existe toujours à Bienne en 2026 un festival.

Marcel Gasser

Werner De Schepper

Les fidèles lectrices et lecteurs s'en souviennent: le 6 décembre, Charlotte Masini et Christian Kellenberger annonçaient que, pour des raisons de santé, ils abandonnaient sur-le-champ le Festival du film français d'Helvétie, ou FFFH, auquel ils avaient donné naissance. Dans l'interview, la destinée de cet événement biennois connu à l'échelle nationale restait floue.

Le couple de fondateurs déclarait: «Fondamentalement, il y a deux possibilités: soit quelqu'un reprend intégralement le festival qui dispose d'une licence, soit quelqu'un crée un tout nouvel événement avec un nouveau concept et une nouvelle équipe, sous un nouveau nom.» Et d'ajouter qu'ils déploreraient la disparition du festival.

Depuis cet été, Christian Kellenberger et sa partenaire tentent de trouver un repreneur susceptible de leur payer un prix considéré comme acceptable pour leur licence. En un seul versement ou échelonné sur plusieurs années. Le couple a frappé à la porte de plusieurs instances. Mais ni Lukas Hohl de Lakelive, ni d'autres organisateurs d'événements n'ont mordu à l'hameçon. Dès le début, il était question d'une somme à six chiffres pour la reprise des droits.

Encore des questions ouvertes

Il est apparu que le Festival du film ne pourrait plus se poursuivre sous cette forme sans Edna Epelbaum, directrice artistique du FFFH, et ses salles de cinéma. Au début, la patronne de Cinevital a refusé de devenir l'organisatrice du festival. «J'ai d'autres qualités, je travaille de préférence dans les coulisses», déclarait-elle à tous ceux qui lui demandaient en décembre ce qu'il adviendrait désormais du FFFH. Mais une chose était claire à ses yeux: elle ferait tout son possible pour que le festival survive en 2026.

Hélas, des dissensions avec Christian Kellenberger au sujet de la licence ont menacé de tout bloquer. En effet, il n'entend remettre le festival à de nouvelles têtes que si l'argent lui est versé. C'est probablement la raison pour laquelle il a adressé, le 3 novembre une demande de protection de la marque à Swissreg, la base de données des titres de protection, comme on pouvait le lire sur son site internet. Il est intéressant de savoir que la Sofa Sàrl, marque appartenant à Christian Kellenberger, et la fiduciaire Delta Management, qui a adressé la demande, ont tous les deux leur siège au chemin Isabelle, à Bienne.

Voilà qui pourrait apporter du grain à moudre aux juristes. Car le contrat de prestations entre la ville de Bienne, le canton de Berne et les autres communes de la région n'a pas été conclu avec Sofa Sàrl et Delta Management, mais avec l'association Festival du Film Français d'Helvétie, dont le siège se situe au quai

du Bas. Encore en novembre, cette association œuvrait sur le site du FFFH en tant que détentrice du festival.

Un trio de choc

Dans cette situation, la directrice de la Culture à Bienne Anna Tanner se déclare ouverte à une deuxième voie avec une nouvelle organisation, sous un nouveau nom. Jusqu'à présent, le FFFH recevait de la Ville 111'450 francs par an, montant que l'on pourrait remettre à une nouvelle société, si l'objectif de celle-ci reste le même, à savoir un festival du film français en ville de Bienne. Naturellement, l'argent déjà alloué ne serait transféré à la nouvelle organisation qui se dessine qu'après avoir été validé par le Conseil municipal.

Reste à savoir si le Canton suivra, permettant ainsi de sauver le festival cette année. Durant la période de prestations 2024-2027, le Canton de Berne a alloué au FFFH le montant annuel de 89'160 francs. Hier, le Canton n'a pas répondu aux demandes d'ajour avant la fermeture des bureaux. Les Communes du Seeland qui soutiennent la culture versent, quant à elles, 22'299 francs par année. Que se passera-t-il avec cet argent au cas où n'y aurait pas de festival en 2026? Nul ne le sait.

Depuis quelques semaines, le trio Edna Epelbaum de Cinevital, Virginie Borel du Forum du bilinguisme et Laurent Sandoz d'Eclipse Veranstaltungstechnik travaille d'arrache-pied pour qu'un festival voie le jour en 2026, qu'il y ait un accord avec Kellenberger ou non. En clair: s'il y a entente, le festival continuera de s'appeler «Festival du film français d'Helvétie». Dans le cas contraire, le festival aura besoin d'un nouveau nom. Ainsi, le FFFH pourrait désormais se nommer Festival du film francophone.

Unifrance, la grande institution française étatique d'aide à l'industrie cinématographique, a d'ores et déjà donné son accord pour ce changement de «français» à «francophone». Hier après-midi, à 16h, le trio s'est réuni une nouvelle fois à Bienne. Après la séance, Edna Epelbaum a déclaré, les lèvres pincées, mais sur un ton décidé: «Nous faisons tout pour qu'il y ait à nouveau un festival du film à Bienne en 2026». Elle se dit toujours intéressée par un arrangement à l'amiable avec Christian Kellenberger. Contacté lundi soir pour une prise de position, Christian Kellenberger n'a pas pu être atteint. Un message sur sa boîte vocale est resté sans réponse jusqu'à la fermeture de la rédaction.

Le Canton se dit prêt à soutenir une relève: Mardi matin, La Direction de l'instruction publique et de la culture a répondu à la question de savoir si le Canton de Berne pouvait, à l'instar de la Ville de Bienne, réorienter les fonds déjà alloués au FFFH cette année vers une nouvelle organisation: «Le FFFH constitue une offre culturelle francophone majeure à Bienne, qui crée un pont entre les cultures linguistiques et rayonne également dans la région.

Du point de vue de la Direction de l'instruction publique et de la culture, il est tout à fait souhaitable, dans l'intérêt de la diversité culturelle et du bilinguisme cantonal, qu'un festival de cinéma présentant un profil similaire puisse exister à l'avenir. Dès qu'une

solution concrète sera trouvée pour lui succéder, le Canton de Berne examinera la possibilité de poursuivre son financement.»

Cette réponse encourage Edna Epelbaum à continuer de se battre, comme elle l'a déclaré mardi après-midi, lorsqu'ajour l'a brièvement confrontée à la position officielle du Canton.